

Action sur l'Environnement:



**le rôle
des Nations Unies**

Table des Matières

ACTION SUR L'ENVIRONNEMENT: LE ROLE DES NATIONS UNIES

Le SWMTEP en bref	2
Abbréviations	4
Introduction	5
I. Les Perceptions en Mutation	6
1.La réalité brutale	6
2.Environment et développement: une renaissance?	8
3.Les preuves	9
4.Le système de l'ONU et l'environnement: évocation du passé	10
5.Le programme à travers le système	11
II. L'Environnement Humain	13
1.L'atmosphère et le climat	13
2.Les sols et la désertification	13
3.L'eau douce	14
4.Les forêts tropicales	14
5.La diversité biologique	15
6.Les océans	15
7.La santé et l'environnement	16
III. Les Activités Humaines et l'Environnement	17
1.L'énergie	17
2.L'industrie	17
3.L'agriculture	18
4.Les établissements humains et l'environnement	18
5.La paix, la sécurité et l'environnement	19
IV. Les Tâches Générales	20
1.Surveillance et évaluation	20
2.La gestion	20
3.L'éducation et l'information	21
V. Supprimer les Ecarts	22
○ UNEP 1989	
ISBN 92 807 12101	

Conçu et composé par Rachel Hedley, IIED, sur matériel POA donné par IBM (UK) Trust. Imprimé par Bourne Offset, Bucks, Angleterre. Photo en couverture: Haiti - Mark Edwards/Still Pictures

PROGRAMME Sous-programme	OBJECTIF GENERAL	ORGANISATIONS REALISATRICES	LE ROLE DU PNUE
L'ATMOSPHERE Composition, processus et pollution atmosphérique.	Mitiger l'effet négatif des activités humaines sur l'atmosphère; prévention de la pollution de l'air.	AIEI, CIUS, OMM, OMS, PNUE	Surveiller la qualité atmosphérique; promouvoir la législation pour le contrôle des émissions provenant des activités humaines; aider les parties à faire respecter la législation existante.
Climat et changements climatiques.	Améliorer et appliquer les connaissances sur le climat et les changements climatiques.	CEA, CIUS, COI, FAO, OMM, PNUE, UNESCO	Evaluer les implications socio-économiques; promouvoir des politiques mitigées ou celles qui adaptent la société à affronter les changements climatiques; préparer et promouvoir l'adoption d'une législation appropriée.
L'EAU Ressources d'eau et écosystèmes d'eau douce.	Intégrer des considérations écologiques dans la gestion des ressources d'eau douce.	AIEA, BM, CEE, CIUS, DTCD, FAO, FIDA, OIT, OMM, OMS, PNUE, UNDE, UNDRO, UNESCO	Préparer et promouvoir des programmes et des plans d'action pour la bonne gestion des ressources intérieures d'eau.
Alimentation en eau potable et hygiène publique.	Assurer à tous l'alimentation en eau potable et l'hygiène publique.	ATRCW, BM, CEA, DIESA, DTCD, INSTRAW, OIT, OMM, OMS, ONUDI, PNUE, PNUE, UNICEF,	Appuyer les efforts internationaux sans danger pour l'environnement, afin de renforcer les capacités nationales d'alimentation en eau potable et d'hygiène publique.
ECOSYSTEMES TERRESTRES Les sols	Conserver la productivité du sol, prévenir la dégradation de la terre et du sol, et stimuler la reconquête de la terre et du sol.	AIEA, CEA, FAO, FIDA, OMM, PNUMA, UNESCO	Promouvoir le plan d'action de la Politique Mondiale des Sols de 1982; évaluer la dégradation du sol; aider à formuler et à mettre en vigueur des politiques nationales des sols; promouvoir une bonne gestion des sols par la formation et les démonstrations.
Les terres arides et la désertification.	Gestion d'écosystèmes arides ou semi-arides pour une productivité soutenable, prévention de la désertification et la reconquête des terres désertifiées pour une utilisation productive.	BM, DTCD, ESCWA, FAO, FIDA, OIT, OMM, ONUDI, PAM, PNUE, UNDE, UNDRO, UNESCO, UNSO	Encourager l'utilisation des connaissances existantes sur le contrôle de la désertification et des programmes d'aide à cette fin; concentrer sur des régions particulièrement affectées; aider à créer des plans nationaux d'action.
Les écosystèmes des forêts tropicales et des régions boisées.	Développer, de façon soutenable, les écosystèmes des forêts tropicales et des régions boisées.	CEA, CNUCED, FAO, FIDA, OIT, OMM, PNUE, UICN, UNESCO-MAB, UNU	Appuyer la surveillance et l'évaluation des forêts, et promouvoir leur bonne gestion; encourager la protection de grandes régions; aider à moderniser les institutions nationales responsables pour la gestion des forêts.
Les écosystèmes des zones tempérées et froides.	Gestion de la terre, et maintenir/rétablir la qualité de l'environnement dans les écosystèmes tempérés, afin de stabiliser les populations locales.	CEE, FAO, OMM, PNUE, UNESCO	Aide: évaluation de l'effet des polluants dans les régions des zones tempérées et froides; établir et faire respecter des accords appropriés pour leur gestion.
Ecosystèmes des montagnes et des régions montagneuses.	Gestion des écosystèmes des montagnes et des régions montagneuses afin de stabiliser les populations locales.	FAO, PNUE, UNESCO, WWF	Aide: évaluation des changements écologiques dans les régions montagneuses; création des systèmes sub-régionaux de gestion dans les Andes, les Himalayas et l'Afrique; encourager l'échange de l'information/la formation en gestion.
Diversité biologique et les régions protégées.	Protéger le patrimoine naturel des peuples par la conservation des écosystèmes et la diversité des plantes et des animaux.	AIEA, FAO, PNUE, UNESCO, WWF	Aider à créer et à exécuter des stratégies et des conventions internationales appropriées; conserver les écosystèmes et les animaux et plantes sauvages dans des régions sélectionnées représentatives des provinces biogéographiques du monde; promouvoir la conservation des ressources génétiques et le développement de systèmes d'information connexes sur le plan national, régional et mondial; modernisation, à travers la formation, des institutions et des professionnels connexes.
Ressources microbiennes et biotechnologies connexes.	Maximiser les avantages, et minimiser les risques pour l'environnement, des biotechnologies utilisant les micro-organismes et d'autres agents biologiques.	AIEA, CEE, FAO, OIT, OMM, OMS, ONUDI, PNUE, UNDE, UNESCO, UNU	Mise à jour du réseau des Centres des Ressources Microbiennes, du Réseau International des Données sur les Souches Microbiennes, et du Centre Mondial des Données sur les Micro-organismes; aider à conserver les ressources génétiques microbiennes et les lignées cellulaires; promouvoir l'utilisation des technologies microbiennes dans la gestion de l'environnement; établir les lignes directrices pour l'utilisation sans danger des biotechnologies.
Terrains agricoles et produits agrochimiques.	Appliquer des méthodes saines à tous les aspects de l'utilisation agricole de la terre, la production des cultures et de bétail, et la perte de l'alimentation après la moisson.	AIEA, CEA, CEAE, FAO, OIT, OMM, OMS, ONUDI, PNUE, UNDE, UNESCO	Surveiller l'effet des produits agrochimiques sur l'environnement et sur la santé humaine; démontrer la protection des cultures et la production de bétail intégrées; promouvoir la formation dans la gestion intégrée des animaux et insectes nuisibles et leur mesurage, et amélioration de la productivité des plantes.
SYSTEMES COTIERS ET INSULAIRES	Gestion et/ou réhabilitation de systèmes côtiers et insulaires.	CEA, CEAE, DIESA, DTCD, FAO, CNUEH, IMO, OMS, ONUDI, PNUE, UNESCO, UNU	voir Océans.
OCEANS Les environnements marins régionaux.	Conserver et améliorer la qualité des environnements marins régionaux et atteindre l'utilisation soutenable des ressources.	AIEA, COI, DTCD, FAO, IMO, OIT, OMM, OMS, PNUE, UNESCO	Coordiner la promotion et la mise en vigueur initiale des plans d'action régionaux; aider à promouvoir un bon développement dans les zones côtières connexes; développer une base de données des mers régionales et des bulletins réguliers sur la condition des mers régionales et les régions côtières; améliorer les capacités nationales afin de pouvoir assumer la surveillance des programmes maritimes; promouvoir la mise en vigueur des accords juridiques régionaux.
Environnement marin mondial.	Améliorer les connaissances sur le rôle des océans dans l'opération des cycles et processus biogéochimiques, surveiller la pollution des océans et renforcer la coopération internationale pour la prévention/le contrôle.	AIEA, COI, DTCD, FAO, IMO, OIT, OMM, OMS, ONUDI, PNUE, UNESCO	Intégrer les programmes nationaux et régionaux de surveillance et d'évaluation; aider à établir un programme intégré mondial de surveillance des océans; aider à établir un mécanisme de traitement de données basé sur GEMS.
Ressources marines vivantes.	Conserver et prévoir l'utilisation soutenable des ressources marines vivantes et leurs habitats.	COI, FAO, PNUE, UNESCO	Aider les efforts internationaux pour la conservation, gestion et utilisation soutenable des ressources marines vivantes, avec l'accent sur le plan mondial d'action pour les mammifères marins, la gestion d'autres ressources marines vivantes à travers la gestion des écosystèmes; l'évaluation des effets sur l'environnement des ressources marines vivantes des développements côtiers et marins, particulièrement l'aquaculture.
LITHOSPHERE	Atteindre l'utilisation sans danger pour l'environnement des ressources de la lithosphère; mitiger les effets des désastres naturels/provoqués d'origine géophysique/géologique.	AIEA, CEA, DIESA, DTCE, OMM, PNUE, UNDRO, UNESCO	Promouvoir la considération des facteurs géologiques, hydrogéologiques et géophysiques dans le planning/ construction de l'utilisation des sols; utiliser les lignes directrices existantes pour démontrer l'exploitation saine des minéraux; appuyer les études sur l'interaction entre les cycles clés biogéochimiques; promouvoir des politiques qui règlent les activités concernant l'interaction humaine avec les différents cycles biogéochimiques.

PROGRAMME Sous-programme	OBJECTIF GENERAL	ORGANISATIONS REALISATRICES	LE ROLE DU PNUE
LES ETABLISSEMENTS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT Planning et gestion des établissements humains.	Intégrer les considérations de l'environnement dans tous les aspects de planning et de gestion des établissements humains.	BM, CEE, CNUEH, OIT, OMS, ONUDI, PNUD, PNUE, UNESCO	Aider à évaluer les conditions de l'environnement dans les établissements humains; appliquer les lignes directrices pour le planning et la gestion des établissements humains dans des pays sélectionnés; encourager la recherche, la formation et l'échange d'information sur le planning et la gestion sains des établissements humains.
L'état de préparation de la communauté à faire face aux désastres naturels et provoqués.	Prévenir et mitiger les effets des désastres naturels sur les communautés; renforcer l'état de préparation des communautés à leur faire face.	BM, CEA, CEE, COI, CNUEH, OIT, OMM, ONUDI, PNUD, PNUE, UNDRD, UNESCO	Promouvoir l'adoption de mesures basées sur l'environnement favorisant le développement de l'état de préparation de la communauté.
LA SANTE HUMAINE Les dangers de la pollution	Réduire à des niveaux acceptables les dangers de la pollution dans l'environnement.	AIEA, CEA, DIESA, FAO, IARC, OIT, OMS, ONUDI, PNUD, PNUE, UNSCEAR	Evaluer et juger les dangers potentiels de polluants sélectionnés pour la santé et pour l'environnement; diffuser de l'information; améliorer les capacités nationales d'évaluer, de prévenir, et de contrôler les dangers de la pollution.
Les aspects écologiques des maladies contagieuses.	Prévenir et réduire les malades/morts causés par des maladies contagieuses.	FAO, OMS, PNUE	Aider à faciliter les recherches sur la surveillance épidémiologique des maladies contagieuses et la biologie, l'écologie et le comportement des vecteurs des maladies; démontrer des méthodes écologiquement bonnes pour contrôler les vecteurs des maladies; préparer des lignes directrices et des manuels; promouvoir l'éducation, la formation et le transfert des connaissances; améliorer les capacités nationales pour la gestion écologique des agents provoquant des maladies, particulièrement les mycotoxines et les zoonoses.
L'environnement de travail	Améliorer la qualité de l'environnement de travail afin de prévenir les accidents et maladies du travail.	AIEA, OIT, OMS, OMM, ONUDI	voir Industrie et Environnement
L'ENERGIE, L'INDUSTRIE ET LE TRANSPORT L'énergie et l'environnement.	Développer des systèmes d'énergie soutenable; mitiger les effets négatifs existants sur l'environnement, et prévenir des effets négatifs futurs.	AIEA, BM, CEE, DIESA, FAO, OIT, OMM, OMS, ONUDI, PNUD, PNUE, UNDRD, UNU	Aider à développer des méthodologies et des lignes directrices pour des politiques nationales sur l'énergie sans danger pour l'environnement; diffuser de l'information sur les effets et les risques pour l'environnement des différents systèmes d'énergie, et les lignes directrices pour leur évaluation et gestion; aider à démontrer que l'énergie peut être fournie et utilisée d'une façon sans danger pour l'environnement.
L'industrie et l'environnement	Atteindre le développement sain de l'industrie.	BM, CEA, CEAE, CEE, OIT, OMS, ONUDI, PNUD, PNUE	Favoriser la communication entre les gouvernements, les industries, les institutions nationales, les organisations ouvrières et syndicales, des employés et le public sur la gestion saine de l'industrie; préparer des publications techniques sur la gestion saine des secteurs industriels les plus importants dans les pays en voie de développement; promouvoir les lignes directrices existantes; augmenter le transfert d'information, fournir de l'assistance technique et de la formation, etc.
Le transport	Réduire à des niveaux acceptables les effets négatifs du transport.	AIEA, BM, CEE, COI, DIESA, FAO, CNUEH, IMO, OACI, OIT, OMM, OMS, ONU, ONUDI, PNUD, PNUE, UNESCO	Préparer les lignes directrices pour des plans de transport nationaux et régionaux, y compris l'évaluation des effets sur l'environnement; diffuser de l'information sur les effets des systèmes de transport sur la santé humaine et sur l'environnement.
LA PAIX, LA SECURITE ET L'ENVIRONNEMENT	Inverser l'accumulation des armements et réduire l'intensité, la fréquence et la probabilité de l'activité militaire.	DPSCA, DTCD, FAO, OMM, PRIO, PNUE, UNITAR, UNSCEAR	Préparer des études sur les conséquences sur l'environnement et les effets de conflits régionaux ou locaux; diffuser de l'information sur l'effet sur l'environnement de la course aux armements, et l'effet de la détérioration de l'environnement sur la sécurité.
EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT L'information scientifique et technique sur l'environnement.	Accumuler de l'information scientifique et technique sur l'environnement; mettre cette information à la disposition des décideurs, etc.	AIEA, BM, COI, DIESA, FAO, CNUEH, IMO, OIT, OMM, OMS, ONU, ONUDI, PNUD, PNUE, UNESCO	Continuer à développer le réseau existant de données sur l'environnement pour leur utilisation dans les évaluations de l'environnement (GEMS/GRID). Augmenter la communication d'information sur les produits chimiques toxiques, surtout dans le commerce international; aider à développer un plan de notification d'exportation des produits chimiques interdits et sévèrement restreints; promouvoir des instruments juridiques internationaux pour l'échange d'informations sur les produits chimiques et pour contrôler les mouvements internationaux des déchets dangereux (IRPTC). Moderniser les capacités pour la provision d'information substantielle sur les problèmes importants de l'environnement, et promouvoir la création des systèmes d'information nationaux sur l'environnement (INFOTERRA).
Surveillance et données/évaluation de l'environnement	Fournir des évaluations de problèmes de l'environnement en utilisant des données socio-économiques et sur l'environnement.	Système de l'ONU	Coordiner la surveillance et la gestion des données, et la préparation des évaluations de problèmes sélectionnés de l'environnement (pollution de l'eau, forêts, érosion du sol, produits chimiques sélectionnés et changements climatiques) pour la gestion de l'environnement; produire des rapports sur l'état de l'environnement mondial; aider les pays en voie de développement à préparer des rapports nationaux sur l'état de l'environnement.
LES MESURES POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT les aspects relatifs à l'environnement du planning et de la coopération du développement.	Intégrer des considérations de l'environnement dans des politiques, des programmes et des projets de développement économique/social.	CEE, CNUCED, DIESA, DTCD, FAO, FIDA, FMI, FNUAP, OIT, PNUD, PNUE, UNCTC, UNESCO	Promouvoir un meilleur planning du développement, en soulignant l'évaluation de l'effet sur l'environnement, l'analyse de coûts et de bénéfices sociaux, le planning physique et la comptabilité de l'environnement intégrés; former les décideurs et les administrateurs; moderniser les institutions des pays en voie de développement; encourager l'échange d'information.
Le droit et les institutions de l'environnement	Promulguer et mettre en vigueur le droit de l'environnement national et international.	BM, CMA, ONUDI, PAM, UNITAR, UNU	Développer des instruments juridiques internationaux; compiler de l'information sur le droit international et national; aider les pays en voie de développement à promulguer la législation de l'environnement; moderniser les processus administratifs.
LA CONSCIENCE PUBLIQUE SUR L'ENVIRONNEMENT			
L'éducation et la formation sur l'environnement.	Mobiliser les ressources humaines pour la protection de l'environnement à travers l'éducation et la formation.	FNUAP, OIT, OMS, ONUDI, PNUD, PNUE, UNESCO, UNICEF, UNU	Promouvoir: l'éducation générale sur l'environnement; l'intégration de l'éducation sur l'environnement dans l'enseignement général universitaire et dans les cours de formation pour adultes; la formation en gestion de l'environnement.
Information publique	Augmenter la sensibilité publique afin d'influencer les politiques et actions qui appuient le développement soutenable et la qualité de l'environnement.	CEAEO, PNUE	Donner à des localités spécifiques de l'information utile sur l'environnement; développer un commerce de littérature et de productions audio-visuelles sur l'environnement; augmenter le contact avec les médias; exploiter le potentiel de relations publiques des initiatives fructueuses du PNUE.

Les Abréviations

AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
ATRCW	Centre Africain de Formation et de Recherche sur la Femme
BM	Banque Mondiale
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CEAEO	Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême Orient
CEE	Commission Economique pour l'Europe
CIDE	Conseil International du Droit de l'Environnement
CIUS	Conseil International des Unions Scientifiques
CMA	Conseil Mondial de l'Alimentation
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains
COI	Commission Océanographique Internationale
DIESA	Département des Affaires Economiques et Sociales Internationales
DPSCA	Département des Affaires Politiques et des Affaires du Conseil de Sécurité
DTCD	Département de la Coopération Technique pour le Développement
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GEMS	Système Mondial de Surveillance Continue de l'Environnement
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement
INSTRAW	Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme
MAB	Programme sur l'Homme et la Biosphère
OACI	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMI	Organisation Maritime Internationale
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
OMPI	Organisation Mondiale pour la Propriété Intellectuelle
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PRIO	Institut International de Recherche pour la Paix, Oslo
SWMTEP	Programme à travers le système des Nations Unies à moyen terme pour l'Environnement
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses Ressources
UNCTC	Centre des Nations Unies sur les Sociétés Transnationales
UNDRO	Bureau du Coordinateur des Nations Unies pour les Secours en cas de Catastrophe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche
UNSCEAR	Comité Scientifique des Nations Unies pour l'Etude des Effets des Rayonnements Ionisants
UNU	Université des Nations Unies
WWF	Fonds Mondial pour la Nature

Ce guide au Programme à travers le système des Nations Unies à moyen terme pour l'Environnement, 1990-1995 (SWMTEP) est le résultat de la coopération entre le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) - le premier est un secrétariat des Nations Unies, le deuxième un institut non gouvernemental de recherche des politiques.

Comme les gens apprennent plus, et se sentent plus concernés par les menaces de l'environnement sur leur vie et leurs moyens d'existence - l'échauffement de l'atmosphère et la hausse du niveau des mers, la réduction de la couche protectrice d'ozone, la destruction des forêts et d'autres terres productives - ils veulent, tout naturellement, savoir ce que l'organisation mondiale principale de la planète, le système de l'ONU, est en train de faire à propos de ces dangers.

Cette brochure se propose d'expliquer brièvement comment le système de l'ONU opère en ce qui concerne l'environnement, et de mettre ces actions en perspective par rapport à la perception, qui est en mutation rapide, de ce que veut réellement dire: "l'action pour l'environnement". Elle décrit également le fonctionnement du SWMTEP, mais les stratégies complexes sous les nombreux chapitres du document du SWMTEP II ne permettent pas une discussion complète ici.

Cette publication a été financée par le PNUE, mais ne reflète pas nécessairement les opinions du PNUE.

1. Les perceptions en mutation

1. LA REALITE BRUTALE

L'Organisation des Nations Unies ne possède, ni contrôle l'environnement du monde. C'est une confédération peu rigoureuse, sous laquelle les gouvernements ont accepté de coopérer dans des mesures différentes, et sur des sujets différents. L'ONU est dirigée par des gouvernements, et n'est pas, en elle-même, un gouvernement. Ces faits, souvent oubliés, aident à expliquer les façons particulières et indirectes par laquelle le système mondial de l'ONU s'occupe du système mondial de l'environnement.

La plupart des problèmes principaux de l'environnement du monde sont produits par des structures au coeur même de la vie nationale politique, économique et sociale. Il est déjà difficile aux gouvernements d'arriver aux causes profondes de tels problèmes; c'est encore plus difficile au système de l'ONU, qui ne peut que refléter les priorités de ces gouvernements. Pour arriver à l'origine de beaucoup de formes de détérioration de l'environnement, des véritables révolutions seront nécessaires dans la façon dont les hommes pensent, agissent, se gouvernent et interagissent avec d'autres gouvernements. Par exemple:

* Les états nationaux

Le monde est divisé en états nationaux, avec des structures et des modes d'opération établies dans l'histoire des siècles précédents, avant que la pollution ne devienne internationale et avant l'avènement d'une économie internationale interdépendante. Aujourd'hui, le gaz carbonique dégagé dans une nation peut changer le climat d'une autre nation. D'autres produits chimiques dégagés dans l'atmosphère ou dans des systèmes d'eau peuvent abîmer la santé humaine, ainsi que le développement économique, sans respecter les frontières. Tous ces dangers rendent les nations dépendantes les unes des autres pour la sécurité de l'environnement. Pour faire face à ces problèmes efficacement, il sera nécessaire de reconnaître cette interdépendance et, d'admettre une diminution, même petite, de la souveraineté nationale. Ceci se voit déjà dans des accords internationaux tels

que les conventions sur la précipitation acide et sur la protection de la couche d'ozone.

* Participation des citoyens

Bien des ressources de l'environnement - la couche arable, les systèmes d'eau, les forêts, les espèces de plantes et d'animaux - se trouvent sous le contrôle de facto de sociétés ou d'individus, et non pas de gouvernements. Certains systèmes de gouvernement privent beaucoup d'individus du pouvoir économique ou social pour utiliser ces ressources raisonnablement. Souvent, pour survivre, ces gens sont obligés d'abuser d'elles et de les dégrader. Ceci peut être d'autant plus vrai pour les peuples dans des environnements plus fragiles et marginaux, comme les forêts tropicales et les terres sèches. Pour assurer que les gouvernements et les sociétés répondent aux besoins des individus, la Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement (CMED) a stipulé cette première condition pour atteindre le développement soutenable: "un système politique qui assure la participation effective des citoyens dans le processus de la prise de décisions." Bien des systèmes politiques sont encore très loin de cet idéal.

* Système économique international

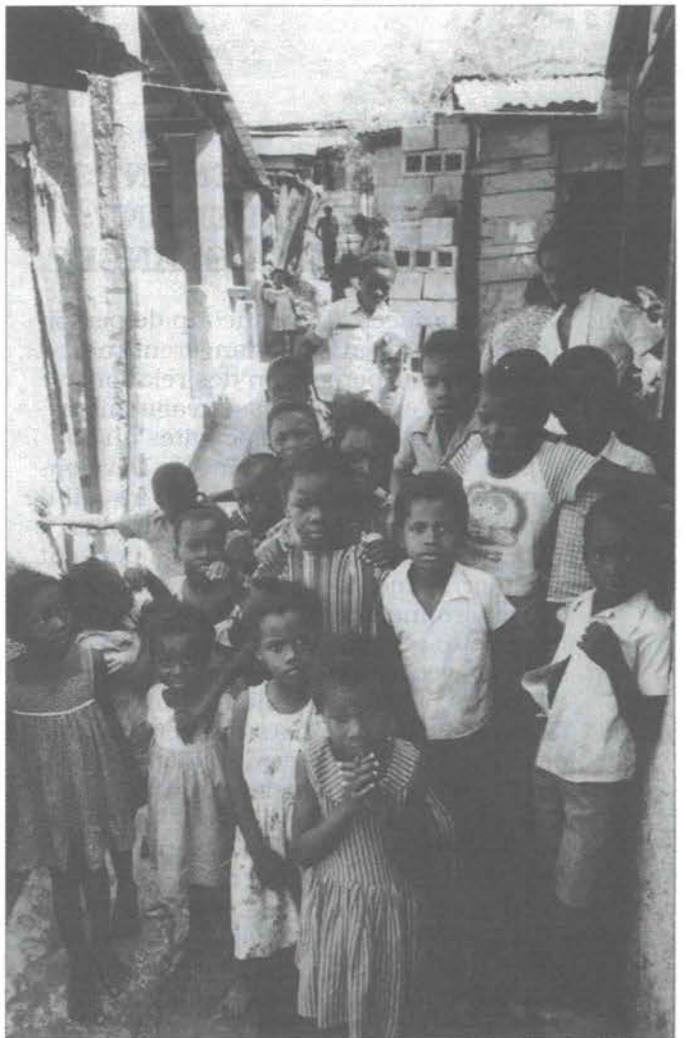
La plupart des nations pauvres du monde sont des nations agricoles. A cause de la nature même du marché international, la plupart d'entre elles auront du mal à développer leur économie par l'exportation de leurs produits agricoles. Elles peuvent être confrontées à une forte concurrence de la part d'autres nations en voie de développement, producteurs des mêmes produits. Elles peuvent être confrontées à des barrières douanières de différentes sortes, ou bien à des politiques qui les découragent à ajouter de la valeur à ces produits par leur préparation dans le pays même. Dans leurs efforts de développement, ces nations peuvent abuser des ressources de l'environnement, et devront, à la fin, payer elles-mêmes cette perte de ressources. Le rapport de la CMED conclue que l'inégalité économique entre les nations "est le problème principal 'de l'environnement' du monde: c'est également le problème principal du 'développement'."

* Analyses économiques

La pratique de la science de l'économie ne donne pas de moyen réel pour évaluer les ressources qui ne sont pas vendues au marché, ni d'évaluer des services offerts à long terme. Les services et les biens de l'environnement ne sont, habituellement, ni vendus ni achetés, et donc leur valeur ne peut être mesuré facilement en termes monétaires. Il est facile de calculer la valeur monétaire d'un arbre abattu; il est bien plus difficile de calculer la valeur d'une forêt vivante, sur le plan de la protection des ressources génétiques ou des lignes de partages des eaux, assurer des schémas climatiques réguliers, ou soutenir le moyen d'existence des peuples des forêts. En plus, les planificateurs dans les économies basées sur l'argent ont tendance à "escompter" déraisonnablement les valeurs futures, ce qui peut mener au résultat pervers que, lorsqu'on prend des décisions à long terme, le bien futur de l'environnement est considéré comme étant sans aucune valeur. La logique dit que ce bien de l'environnement aura autant de valeur dans l'avenir qu'aujourd'hui; l'économie ne l'admet pas. Tant que les systèmes politiques, sociaux et économiques encouragent l'abus à court terme des ressources de l'environnement, pour des résultats à court terme également, le monde continuera à gaspiller les ressources sur lesquelles dépend le développement soutenable.

* La croissance démographique

La croissance démographique rapide, jointe à la pauvreté, des ressources insuffisantes de production et l'accès inéquitable aux ressources, joue un rôle important dans la plupart des cas de dégradation de l'environnement. Ce sont les gens qui sont "le problème", et, bien sûr, ce sont aussi les gens qui en sont la solution. Mais, pour assurer que les majorités dans la plupart des nations pauvres aident, au lieu d'empêcher, le processus de développement, et qu'ils améliorent, au lieu de dégrader, la base naturelle des ressources, il faudra des changements majeurs de politiques de la part des gouvernements en ce qui touche à leurs populations, et de la part des nations riches vis-à-vis les nations plus pauvres.



HAITI: Ce sont les gens sont "le problème" et, bien sûr, ce sont aussi les gens qui en sont la solution Mark Edwards/Still Pictures

Etant donné que les causes de la dégradation de l'environnement sont si profondément encastrées dans des systèmes bien établis des activités humaines, il n'est pas étonnant que la plupart des dirigeants politiques et des reporters ont eu moins de mal à concentrer sur les effets de cette dégradation, au lieu de ses origines. Ils ont mis l'accent sur les surfaces de perte des forêts, les niveaux de polluants dans l'air et dans l'eau, et ainsi de suite. Il y a eu beaucoup moins d'accent sur les raisons derrière ces symptômes de mauvaise gestion. De même, ils l'ont trouvé plus facile, et plus politique - quoique souvent à des prix très élevés - de nettoyer après les dégâts, au lieu de commencer par prévenir ces dégâts. Ceci, parce que la prévention demande d'aller au fond des problèmes.

Tout ceci est en mutation. Ces changements sont reflétés dans des événements à l'intérieur et à l'extérieur du système de l'ONU.

2. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT: UNE RENAISSANCE?

Dans les années 80, beaucoup de personnes et d'organisations changèrent radicalement leur perception des relations entre ce qu'on appelle assez vaguement "l'environnement" et les activités qu'on appelle aussi imprécisément "le Développement". Ce changement est dû au fait de la prise de conscience, de plus en plus forte, que les activités humaines peuvent modifier, et modifient déjà, les systèmes de l'environnement du monde, et pour le mal. Cette prise de conscience va ensemble avec la croyance très répandue que nous possédons aujourd'hui les moyens techniques pour arrêter les dégâts et pour conserver, et même améliorer, nos systèmes naturels.

Aujourd'hui, bien des gens mettent l'accent sur le fait que la dégradation de l'environnement nuit au processus du développement plutôt que sur le fait que le développement peut dégrader l'environnement. Dans le pire des cas, la dégradation de l'environnement peut empêcher complètement le développement - autant dans les nations industrialisées que dans celles en voie de développement. Le Nord ne soutiendra pas de développement économique s'il souffre des effets du pire des cas de la précipitation acide, l'échauffement de la terre, la détérioration de la couche d'ozone, la pollution des couches aquifères, et les insuffisances prévues d'eau douce utilisable. Le Sud ne se développera pas bien s'il souffre des mêmes effets ci-dessus en même temps que la perte de grandes proportions de ses terres productives, aujourd'hui sous forêts et cultivations, à cause de l'abus et le mauvais emploi.

Cette nouvelle perception encourage ceux qui créent les politiques à reconsidérer les méthodes de la fin des années 60 et du début des années 70 pour faire face à ces problèmes de l'environnement. Il s'agissait, dans ces mécanismes, de traiter "l'Environnement" comme un secteur indépendant des activités humaines, comme l'industrie, l'agriculture et la santé. Les gouvernements créèrent des ministères et des organisations pour l'environnement. Ces organes n'avaient souvent pas assez de fonds ni de person-

nel, et l'on s'attendait à ce qu'ils résolvent, d'une façon ou d'une autre, les problèmes causés par des secteurs plus puissants et répandus: par exemple, la pollution venant de l'industrie, du transport et de la production d'énergie, et la pollution venant de la dégradation des terres causée par des pratiques agricoles. L'approche eut quelque succès, lorsque les organismes pour l'environnement avaient l'appui de citoyens inquiets, pouvant participer dans les processus de la prise des décisions, aidés par le libre échange d'information. Mais le succès était limité à des questions domestiques de dégradation de l'environnement: les problèmes mondiaux d'aujourd'hui font échouer les efforts des organismes nationaux qui agissent tous seuls.

Aujourd'hui, on est en principe d'accord que "l'Environnement" ne peut plus être considéré comme étant un secteur indépendant. L'environnement est là où nous travaillons et agissons, et il nous fournit avec les ressources dont nous avons tous besoin pour vivre. Donc, toute action est une "action sur l'environnement". Toute politique est une politique de l'environnement - qu'il s'agisse de l'énergie, de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture. De ce point de vue, l'Environnement et le Développement ne sont pas deux affaires que l'on peut troquer l'une contre l'autre. Ils sont inséparables: la chaîne et la trame du même tissu.

Cette perception se résume le mieux dans la phrase "le développement soutenable", qui est devenue le slogan et le but des organisations concernées par l'environnement et le développement. La Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement (mieux connue aujourd'hui comme la Commission Brundtland, après son Président, le Premier Ministre Norvégien Gro Harlem Brundtland) la définit comme un développement qui "subvient aux besoins du présent sans mettre en danger la capacité des générations futures de pouvoir subvenir à leurs propres besoins". Ainsi, cette phrase contient la nécessité de gérer les ressources de l'environnement - qui vont des ressources dont on a besoin pour survivre, comme la couche arable et l'eau douce, aux ressources pour la récréation et la culture. Nous ne pourrions pas atteindre le dé-

veloppement soutenable sans aller aux causes profondes de la dégradation de l'environnement, ce qui est déjà assez difficile pour les gouvernements. C'est encore plus difficile, si ce n'est pas impossible, pour le système de l'ONU, qui ne peut se permettre ni de critiquer les pratiques des mêmes gouvernements qui la constituent, ni de prendre partie pour un groupe de pays membres contre un autre groupe.

3. LES PREUVES

L'analyse ci-dessus est en grande partie un reflet des jugements du rapport final de la Commission Brundtland, Notre Avenir Commun, présenté à l'Assemblée Générale des Nations Unies à la fin de 1987. En même temps, comme résultat d'un processus associé de délibérations, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ) présenta un rapport préparé par son Conseil d'Administration, suivant des conditions établies par l'Assemblée Générale: La Perspective de l'Environnement dans l'an 2000 et au-delà. C'est un agenda, dirigé spécifiquement aux gouvernements, qui contient des conclusions très similaires à celles du Rapport Brundtland. L'Assemblée Générale vota une résolution en faveur de Notre Avenir Commun, et adopta La Perspective de l'Environnement comme la structure d'une politique pour l'action nationale et la coopération internationale vers le développement soutenable.

La plupart des gouvernements se sont réjouis, indépendamment, des conclusions des deux documents, et certains d'entre eux ont établi des procédures pour incorporer le but du développement soutenable dans leurs politiques et leurs pratiques.

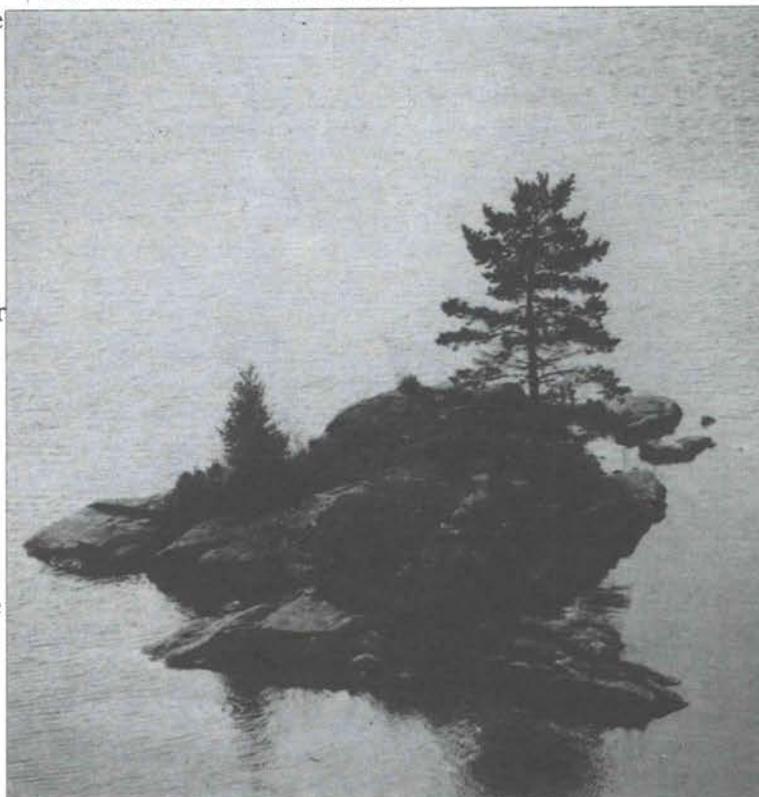
Pendant que ces rapports étaient encore en préparation, la Banque Mondiale travaillait pour mettre les considérations sur l'environnement au centre de son travail de préparation des projets. Elle développait de nouvelles formes d'analyse économique qui harmoniseraient la théorie économique avec les réalités écologiques.

"LAC MORT", détruit par
la pluie acide, Suède
Mark Edwards/Still Pictures

Les organisations d'aide au développement - nationales et internationales - s'efforçaient aussi de baser leur travail sur des réalités de l'environnement et sur les moyens d'existence humains situés dans le cadre de ces réalités.

Le Rapport Brundtland et La Perspective de l'Environnement demandèrent aux gouvernements d'accentuer une vue mondiale et les affaires multilatérales. Cette demande coïncide avec un nombre croissant de réunions et accords internationaux sur la pollution trans-frontières. Par exemple, à Montréal en 1987, 62 gouvernements, et la Communauté Economique Européenne, se mirent d'accord sur un protocole sur la protection de la couche d'ozone. Depuis plusieurs années, les gouvernements européens négocient des accords sur la pollution trans-frontières, particulièrement les produits chimiques acidifiants.

Les organisations non gouvernementales ont été rapides à voir et à répondre aux liens entre l'environnement et le développement. Le but du développement soutenable est en train d'unir sous la même bannière des groupes qui se sentent concernés par la conservation, le développement pour les plus pauvres, la paix et la sécurité, et les droits de l'homme - surtout les droits des femmes, des enfants et des minorités.



4. LE SYSTEME DE L'ONU ET L'ENVIRONNEMENT: EVOCATION DU PASSE

L'ONU se concernait déjà avec des "activités pour l'environnement" avant la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain de 1972 à Stockholm. Après, et en réponse à Stockholm, l'Assemblée Générale créa plusieurs nouvelles institutions qui fonctionnent toujours:

- Le Conseil d'Administration du PNUE est un corps décideur, composé de représentants de 58 gouvernements.
- Le Fonds pour l'Environnement est une source de finances faite de contributions volontaires et utilisée pour faire face au coût de nouvelles initiatives environnementales prises à l'intérieur du système de l'ONU.
- Le Secrétariat pour l'Environnement sert de point central pour l'action pour l'environnement et sa coordination à l'intérieur du système de l'ONU.

Le point clé de tout ceci est que le PNUE ne fut pas créé comme une organisation sectorielle; il n'était pas une sorte de "Ministère des Nations Unies pour l'Environnement"; il ne devait pas être "responsable" de l'environnement du monde, comme le FAO est considéré comme "responsable" de l'agriculture mondiale, ou l'OMS de la santé mondiale.

Le PNUE est, en fait, le programme pour l'environnement du système de l'ONU. Son Secrétariat est celui des activités à l'intérieur de l'ONU, et non pas celui des activités mondiales. L'PNUE lui-même explique: "le PNUE fut un nouveau point de départ pour le système de l'ONU dans le début des années 70. Un David parmi les Goliaths ... unique dans son rôle de coordination et de catalyse. Ses créateurs auraient pu se contenter avec une organisation exécutive et financière - mais ils savaient que l'environnement ne pouvait pas être limité par une approche sectorielle".

Dans cette structure du programme pour l'environnement, l'ONU était en avance sur son époque, et aussi sur la plupart des gouvernements. Elle tentait de tisser

des considérations sur l'environnement dans le travail de chacune de ses organisations et puis, de les aider à coordonner le travail pratique surgissant de ces considérations. Beaucoup de ce travail de coordination est fait par le comité de travail supérieur, connu comme les Officiels Désignés pour les Affaires de l'Environnement, qui représente toutes les organisations des Nations Unies ayant un intérêt dans l'environnement.

Bien sûr, le PNUE ne fonctionne pas exactement comme prévu. Il réalise et finance des projets. Son secrétariat à Nairobi, qui n'est qu'une partie du programme des Nations Unies pour l'environnement, est généralement connu lui-même comme le "PNUE". (Il y aurait peut-être moins de confusion sur ses fonctions si on l'appelait SNUE - le Secrétariat des Nations Unies pour l'Environnement). Le Président Directeur du PNUE, Mostafa Tolba, se plaignit en 1988, dans un discours qu'il donnait au Conseil d'Administration, que "dans le passé, on a prêté trop d'attention au secrétariat pour l'environnement. Donc, la plupart des membres du système de l'ONU considèrent le Conseil d'Administration comme étant le corps exécutif du Secrétariat pour l'Environnement". C'est, en effet, son rôle, mais le Conseil d'Administration doit, en fait, donner la direction sur des affaires de l'environnement à travers tout le système de l'ONU, et les autres organisations de l'ONU devraient donner plus de considération aux décisions prises par le Conseil d'Administration du PNUE lorsqu'elles font le planning pour leur propre travail. Ce n'est pas étonnant que ceci n'a pas été le cas, puisque bien des organisations spécialisées de l'ONU, tout comme les gouvernements qui les dirigent, voient toujours les considérations sur l'environnement comme étant "extérieures" à leurs activités normales.

Il se peut que ce point de vue soit en mutation. Le Fonds International des Nations Unies de Développement Agricole (FIDA), qui vise surtout les petits agriculteurs, intègre déjà un élément de l'environnement dans tous ses projets. Les efforts de la Banque Mondiale ont déjà été mentionnés. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Programme Alimentaire Mondial (PMA) ont subi une transformation importante de leurs politiques, afin de placer les

réalités de l'environnement plus au centre de leurs programmes. Le FAO a également commencé à réexaminer ses projets afin de vérifier qu'ils sont soutenables.

5. LE PROGRAMME A TRAVERS LE SYSTEME

Alors que l'ONU ne peut pas créer des politiques pour les gouvernements, elle est bien placée pour en donner l'exemple, en tissant des considérations pour un développement soutenable de l'environnement dans le travail de toutes les organisations de l'ONU.

Le PNUE est au centre de cet effort, grâce à ses rôles multiples en tant que surveillant de l'environnement, centre de collection et dépositaire de données sur l'environnement, centre de formation, catalyseur et centrale pour l'échange d'information. C'est en tenant compte de tout ceci que la Commission Brundtland recommanda que "le rôle de catalyse et de coordination du PNUE dans le système de l'ONU peut et doit être renforcé et élargi".

Une des façons principales dont le PNUE tente de coordiner le travail de développement soutenable des Nations Unies est à travers le Programme à travers le système à moyen terme pour l'Environnement (SWMTEP).

Le "système" du titre est le système de l'ONU, et le moyen terme sont les six ans de l'opération du programme. Ces programmes sont des étapes vers des buts à long terme décrits dans des documents tels que le rapport de la CMED et la Perspective de l'Environnement du PNUE. L'accord pour le premier SWMTEP fut conclu en 1982, pour couvrir les années 1984-89. L'accord pour le SWMTEP II, plus récent, qui couvre les années 1990-95, fut conclu par le Conseil d'Administration du PNUE en 1988, après de longues consultations à travers tout le système de l'ONU. Les officiels du PNUE qui prenaient part à ces consultations trouvèrent que les autres organisations étaient bien plus ouvertes au programme à moyen terme pour l'environnement que

dans des années précédentes. L'ONU peut aider les gouvernements à créer des politiques salutaires par ses capacités de surveiller et de faire des rapports sur les développements mondiaux; de former les gens à répondre à ces développements; de coordiner les efforts pour affronter et pour diriger les développements; d'aider dans la formulation coordonnée du droit international. De là, la plus grosse partie du programme pour l'environnement du système de l'ONU est basée sur ces quatre types d'activités.

Ce qui suit est un échantillon des activités du SWMTEP. Ceux qui s'intéressent au programme complet doivent demander aux Nations Unies le document de 103 pages: le Programme à travers le système des Nations Unies à moyen terme pour l'Environnement, 1990-95, Nairobi, 1988 (UNEP/GCSS.I/7/Add.I).

Le SWMTEP II est un reflet de l'approche plutôt illogique et multi-directionnelle que les institutions se voient forcées à adopter lorsqu'il s'agit de l'environnement et des affaires de l'environnement. Car, alors qu'il est clair que ce serait mieux d'affronter surtout les causes de la dégradation, il y a aussi les effets multiples qui doivent être nettoyés. Le SWMTEP II s'explique comme suit:

"L'approche sectorielle en elle même n'est pas logiquement conséquente, mais elle est pratique puisqu'elle reflète la façon dont les questions tendent à surgir dans l'esprit des gens. Parfois les gens s'inquiètent à propos des écosystèmes, tels que les forêts tropicales ou les terres arides, parfois ils s'inquiètent à propos des éléments dans les écosystèmes, comme les terres ou les mammifères marins, et parfois ils s'inquiètent à propos des activités humaines, comme l'industrie ou l'agriculture, ou leurs effets comme la pollution ou l'érosion. Dans la plupart des cas, les actions pour l'environnement sont conçues dans un premier temps pour affronter ces mêmes questions mais, de plus en plus souvent, on élabore ces actions de façon intégrée, conformément à des politiques générales, comme celles pour la population, l'énergie, le commerce, etc., qui ont des effets trans-sectoriels et qui vont jusqu'aux racines du problème."



ETHIOPIE: les terraces retenant l'eau après la pluie

Mark Edwards/Still Pictures

Autrement dit, alors que notre monde est un système interactif, notre approche à ce monde est divisée en compartiments étroits et illogiques. Mais cela commence à aller mieux.

Alors que le programme est celui du système de l'ONU, il donne des tâches spécifiques à des organisations coopératives non-gouvernementales. Toute participation de la part d'une organisation non-gouvernementale intéressée est bienvenue. Le terme organisation non-gouvernementale couvre non seulement les organisations privées volontaires, mais aussi des groupes "non-gouvernementaux" de l'industrie, du commerce, des syndicats et des employeurs.

Pourtant, "dans la plupart des cas ce seront les actions des gouvernements

nationaux qui seront décisives; le rôle du système des Nations Unies sera principalement de conseiller, encourager et aider, bien que l'action des Nations Unies soit particulièrement importante en ce qui concerne les problèmes mondiaux..."

"Le défi de l'environnement peut être le plus difficile et le plus critique auquel les peuples du monde devront s'affronter. Le but principal du programme à travers le système est de donner une structure conceptuelle à l'intérieur de laquelle tous les éléments des Nations Unies peuvent répondre de façon concertée au défi d'améliorer la sécurité écologique.

1. L'ATMOSPHERE ET LE CLIMAT

Le Problème: La composition et le fonctionnement de l'atmosphère changent au fur et à mesure que les activités humaines y dégagent des polluants, allant des particules et composés nuisibles de la pollution locale des villes, qui nuisent à la santé humaine, aux composés acides, aux chlorofluorocarbons et d'autres gaz industriels dont on pense qu'ils détériorent la couche stratosphérique d'ozone. Le gaz carbonique, la plupart duquel dégagé par les combustibles fossiles, le méthane de l'agriculture, les chlorofluorocarbons et d'autres "gaz de serre" échauffent l'atmosphère du monde et pourraient faire monter dangereusement le niveau des mers dans la première moitié du siècle prochain. La production alimentaire et la disponibilité d'eau et d'énergie sont toutes extrêmement sensibles aux variations climatiques.

La stratégie: La stratégie fondamentale de l'ONU en ce qui concerne l'atmosphère est "basée sur le besoin de surveiller et d'évaluer l'effet des émissions dans l'atmosphère résultant des activités humaines, et d'apprendre comment affronter leurs effets nuisibles". En ce qui concerne le climat, il faut développer des connaissances plus complètes sur son fonctionnement fondamental, et puis d'appliquer ces connaissances aux activités humaines.

2. LES SOLS ET LA DESERTIFICATION

Le problème: Le sol est une des ressources primaires de base pour le développement soutenable, et la gestion des sols fait une partie intégrale de la gestion de tous les écosystèmes terrestres. Dans bien des nations, et particulièrement en Afrique, la capacité de la terre de subvenir aux besoins des populations en croissance rapide se réduit par la dégradation des sols et par leur perte à une allure et une importance sans précédent. Chaque année environ six millions d'hec-

tares de sols, une fois productifs, se réduisent à des conditions désertiques, et 21 millions hectares deviennent économiquement non productifs. Telle perte et tels dégâts reflètent des politiques insuffisantes d'utilisation des sols, et une mise en vigueur inefficace des programmes de gestion et de conservation des sols. Dans beaucoup de pays des systèmes traditionnels actuels de protection rurale abusent l'exploitation des sols et du couvert végétal, tandis que d'autres ressources naturelles ne sont guère utilisées pour la production rurale (eau, ressources minérales et d'énergie).

La stratégie: Les objectifs généraux des Nations Unies sont de maintenir la productivité du sol, de prévenir la dégrada-



Arrosage de semis dans une pépinière d'arbres dans un village, Inde

John Ogle/Oxfam

tion des terres et du sol, et de stimuler la reconquête des terres et du sol. La stratégie générale de l'ONU en ce qui concerne les terres sèches et la désertification se base sur le Plan d'Action pour Combattre la Désertification, de 1977. Le Plan est coordonné par le PNUE, qui continuera à mobiliser l'appui de toutes les organisations internationales concernées. En ce qui concerne les sols en général, la stratégie se base sur la Politique Mondiale sur les Sols et sur la Charte Mondiale pour les Sols, adoptées en 1982, et qui aident la coordination des activités nationales et internationales concernant l'utilisation du sol. Les gouvernements sont assistés dans la

préparation et la mise en vigueur des politiques nationales sur le sol, et dans leur intégration dans la gestion d'autres ressources et des stratégies de développement. Beaucoup de nations ont d'abord besoin de mieux connaître l'état de leurs sols et l'allure et les types de dégradation du sol, et de créer des programmes concrets qui sont économiquement réalisables et socialement acceptables, afin de réduire le caractère destructeur de beaucoup de systèmes ruraux de production.

3. L'EAU DOUCE

Le problème: L'eau douce dans les fleuves, les lacs, et les marécages, et la nappe phréatique, soutiennent les écosystèmes terrestres. La croissance démographique et la croissance de demande font que le besoin d'une alimentation régulière en eau est en croissance rapide aussi, ainsi que le besoin d'une meilleure connaissance sur son "renouvellement" et ses rôles complexes dans les écosystèmes. Mais les effets indirectes des plans de gestion d'eau ne sont pas toujours pleinement considérés lors du planning. Des projets faits pour seulement un ou deux objectifs - l'électricité, l'irrigation, la prévention des inondations - peuvent apporter l'envasement, la perte d'eau par évaporation, l'érosion des rives, la perte de pêcheries, la propagation de maladies d'origine hydrique, et la salinisation et le détrempage à cause de l'irrigation. Dans beaucoup de pays les besoins urgents d'eau, souvent pour des utilisations conflictives, continuent à être subvenus d'une façon non coordonnée. Les processus de planning ne lient toujours pas la gestion de l'eau, la gestion des écosystèmes en général et les programmes nationaux de développement.

La stratégie: L'objectif général de l'ONU est d'intégrer des considérations sur l'environnement dans le développement et la gestion des ressources d'eau. Le Plan d'Action du Mar del Plata de la Conférence des Nations Unies sur l'Eau en 1977 donne la structure générale d'action, et la responsabilité générale pour la coordination reste chez le Groupe Intersecrétariat pour les Ressources d'Eau. Le Comité d'Administration pour l'Action Coopérative coordine l'action sur

la Décennie Internationale pour l'Alimentation en Eau Potable et l'Hygiène Publique (1981-1990). Le Programme Opérationnel Hydrologique de l'OMM continuera à être développé et la quatrième phase du Programme International Hydrologique sera mise en vigueur par l'UNESCO. Le PNUE accentue le développement soutenable des systèmes d'eau douce à travers le programme pour la gestion saine des eaux intérieures.

4. LES FORETS TROPICALES

Le problème: Environ un tiers des forêts du monde se trouvent aux tropiques. Ces forêts sont des écosystèmes complexes et fragiles, et sont le plus grand réservoir de la planète de ressources génétiques. Les forêts en général ont une grande influence sur le climat local, et aussi une influence importante, mais qui n'est pas encore bien comprise, sur le climat mondial. Elles protègent les lignes de partage des eaux, elles règlent les ressources d'eau, et sont une source importante de bois d'oeuvre de haute qualité, ainsi que divers aliments, médicaments, huiles, cires, fibres et autres produits, dont beaucoup sont importants dans le commerce international. Les forêts tropicales sont en train d'être détruites et dégradées à une allure de plus en plus rapide. Chaque année, on défriche quelques 11 millions d'hectares de forêt naturelle tropicale - 10 fois plus que le taux de reboisement. On coupe les forêts pour faire de la place au déplacement de cultures des cultivateurs sans terre, pour fournir du terrain pour ce qu'on prétend l'agriculture permanente, y compris l'élevage de bétail, et pour fournir du combustible et du bois d'oeuvre.

La stratégie: L'objectif général de la stratégie de l'ONU est d'atteindre le développement soutenable des forêts tropicales, tout en assurant qu'elles continuent à régler l'eau et le climat, à protéger la diversité biologique et à fournir des biens et des services surtout aux populations locales. Telle gestion est de grand



SRI LANKA: les tropiques contiennent environ un tiers des forêts du monde

Mark Edwards/Still Pictures

intérêt non seulement pour les pays où les forêts sont situées, mais aussi pour la communauté des nations en général. (Mais l'ONU reconnaît aussi que les nations ont une souveraineté totale en ce qui concerne leurs propres ressources forestières.) La stratégie est basée sur la mise en vigueur complète du Plan d'Action pour la Sylviculture Tropicale, à travers la coopération de différentes organisations et avec l'appui de gouvernements donateurs et d'organisations d'aide. Elle souligne l'action innovatrice au chevauchement de la sylviculture et l'agriculture, afin d'améliorer les deux.

5. LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Le problème: La conservation d'écosystèmes naturels et le maintien de la diversité biologique sont proches du sort des forêts tropicales, où 10 à 20 pour cent des espèces végétales et animales du monde peuvent disparaître avant l'an 2000. Mais le problème concerne également les marécages, les récifs et d'autres écosystèmes naturels, et comprend des variétés et des races d'espèces. Celles-ci sont particulièrement nécessaires pour fournir le matériel génétique pour améliorer et soutenir la culture et l'élevage de bétail. Les arguments scientifiques et économiques, bien connus, pour

la conservation de cette partie du patrimoine naturel des hommes sont renforcés par une prise de conscience de plus en plus forte de sa valeur éthique, culturelle, psychologique et de récréation. Mais le habitat n'est protégé que sur 4 pour cent de la surface terrestre de la Terre, et les 3.000 régions protégées estimés sont situées inégalement et ne sont pas pleinement documentés. La conservation in situ devra être complétée par des formes efficaces de conservation ex situ telles que les banques de gènes gérées par la coopération internationale.

La stratégie: La stratégie de l'ONU est basée sur des efforts concertés pour mettre en vigueur les principes établies dans La Stratégie Mondiale de Conservation, La Charte Mondiale pour la Nature et le Plan d'Action pour les Réserves de la Biosphère. Une coopération est maintenue avec les organisations spécialisées non gouvernementales, et la coopération est activement poursuivie par le Groupe de Conservation des Ecosystèmes (PNUE, FAO, UNESCO et UICN, en coopération avec le WWF et la Direction Internationale pour les Ressources Génétiques Végétales).

6. LES OCEANS

Le problème: Les océans couvrent 70 pour cent de la surface de la planète, aident à régler le climat et sont le média de divers cycles biologiques et géologiques. Ils fournissent des ressources renouvelables - des aliments, des peaux, des huiles et des médicaments - et des ressources non renouvelables - du pétrole, du gaz, et d'autres minéraux. La récolte de ressources renouvelables n'est soutenable que si les taux des récoltes harmonisent avec les taux de reproduction. Dans les décennies récentes, au moins 25 pêcheries importantes ont été épuisées; bon nombre d'espèces de mammifères marins et de tortues de mer ont été abusivement exploitées et quelques unes sont en danger de disparition. La récolte des minéraux, surtout de pétrole, pollue souvent les mers; et les mers sont la décharge finale non seulement pour les ordures ménagères et les déperditions industrielles, mais aussi pour les sols et minéraux érodés de la terre. Beaucoup de

ces polluants dégradent les habitats marins, surtout les terrains de reproduction et les habitats des jeunes créatures marines. (SWMTEP II divise son traitement des océans entre "environnements marins régionaux", "l'environnement marin mondial" et "les ressources marines vivantes".)

La stratégie: L'objectif général de l'ONU en ce qui concerne l'environnement marin mondial est d'améliorer les connaissances sur le rôle des océans dans l'opération des cycles et des processus biogéochimiques, d'accumuler des connaissances sur les tendances et les effets de la pollution des océans, et de renforcer la coopération internationale en matière de prévention et de contrôle de la pollution des océans. La base de cet effort réside dans l'amélioration et l'expansion des programmes de recherche et surveillance des hautes océans. Il faudra harmoniser les méthodes, améliorer les processus pour traiter les données scientifiques, et préparer des évaluations mondiales. Les nations désirant participer activement dans cette stratégie seront assistées.

7. LA SANTE ET L'ENVIRONNEMENT

Le problème: Le SWMTEP II divise la santé et l'environnement dans trois secteurs indépendants mais liés: les dangers de la pollution, les aspects de l'environnement des maladies contagieuses, et l'environnement de travail. La question de "la pollution" s'est élargie énormément, de la première concentration sur l'air urbain et les eaux intérieures, pour comprendre aujourd'hui l'air intérieur pollué par des feux de cuisinières et de chauffage, le traitement de déperditions



dangereuses, les accidents chimiques et une augmentation générale de l'utilisation de produits chimiques dont les effets sur les êtres humains ne sont pas entièrement connus: les restes de pesticides dans les aliments, la radiation ionisante qui accompagne l'augmentation de production d'énergie nucléaire, et le bruit de l'environnement urbain. Beaucoup de maladies contagieuses dans les pays en voie de développement ont leurs origines dans les conditions de l'environnement. Par exemple: la plupart des cas de diarrhée aigüe, qui tuent chaque année environ cinq millions d'enfants de moins de cinq ans dans les pays en voie de développement, sont causés par de l'eau non potable et une hygiène publique insuffisante. D'autres maladies de ce genre comprennent le paludisme, le schistosomiase, l'onchocercose et la maladie du sommeil.

La stratégie: En ce qui concerne la pollution, les organisations de l'ONU vont aider les nations avec leurs capacités et les moyens d'évaluation, la législation, les normes d'information, les règlements, la structure des institutions, les effectifs, la coopération intersectorielle et les fonds. Ces organisations renforceront aussi les programmes existants pour l'évaluation des dangers de la pollution, comme le Programme International pour la Sécurité Chimique, le Régistre International des Produits Chimiques Potentiellement Toxiques, et le Système Mondial de Surveillance de l'Environnement. En ce qui concerne les questions de l'environnement de travail, le système de l'ONU, mené par l'OIT, coopère avec les gouvernements et les organisations des employés et des employeurs pour renforcer les institutions et les capacités nationales, pour créer une conscience plus complète et plus large des problèmes, et pour donner de l'information sur la façon dont tout le monde concerné peut améliorer l'environnement de travail. En ce qui concerne les maladies contagieuses, le système de l'ONU continue ses recherches dans les méthodes de prévention de maladies et dans l'échange des expériences dans ce domaine.

OXFORD STREET, LONDRES: la question de "la pollution" s'est élargie énormément depuis un premier accent sur l'air urbain

Mark Edwards/Still Pictures

III. Les activités humaines et l'environnement

1. L'ENERGIE

Le problème: La production, le transport, la conversion et l'utilisation de l'énergie ont déjà causé de nombreux problèmes pour l'environnement. Ceci est vrai lorsque le combustible principal vient de la biomasse (bois, charbon de bois, restes de culture), le combustible domestique primaire de la moitié de l'humanité, et dans les nations industrialisées où plus de 90 pour cent de la consommation d'énergie est basé sur les combustibles fossiles (houille, pétrole, gaz). On comprend assez bien les effets sur l'environnement des systèmes d'énergie ainsi que bien des moyens pour réduire ou d'éliminer les effets négatifs, pour avoir une base pour former des politiques d'action. Mais ces effets sont, en général, mal contrôlés, parce que les effets négatifs ne sont pas compris dans le coût de production de l'énergie; et les marchés, ou d'autres mécanismes qui contribuent à prendre des décisions économiques, choisissent les coûts conventionnels les plus bas. De là, les systèmes qui polluent ou qui dégradent l'environnement sont favorisés; les systèmes qui sont mieux pour l'environnement sont considérés comme trop chers.

La stratégie: L'intégration de facteurs de l'environnement dans le planning et le développement de systèmes d'énergie est un élément clé dans le programme mondial de l'ONU. On accorde une attention particulière à la gestion de tous les aspects de l'énergie nucléaire, puisque l'impact potentiel des accidents nucléaires est considéré comme étant très élevé. L'utilisation de sources d'énergie renouvelables est accentuée, en accord avec les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la Désertification (1977) et la Conférence des Nations Unies sur les Sources d'Énergie Nouvelles et Renouvelables (1981). La stratégie implique le changement du simple transfert de la technologie énergétique - y compris la technologie de protection de l'environnement - en une approche systématique au planning et à la gestion de la production et l'utilisation d'énergie. Ceci est un reflet des possibilités pratiques de conservation d'énergie et accentue le besoin de satisfaire la de-

mande d'énergie par des sources locales, dans des conditions soutenables et sans danger pour l'environnement.

2. L'INDUSTRIE

Le problème: Les effets de l'industrie sur l'environnement demandent une action secteur par secteur, à travers les secteurs et aussi au niveau national, régional et souvent mondial. On n'utilise pas encore pleinement toutes les connaissances sur la protection de l'environnement dans plusieurs industries, dans certains cas à cause de politiques économiques nationales insuffisantes, qui ne donnent pas de priorité à la lutte contre la pollution de l'environnement. Un nombre croissant de produits chimiques sont produits dans un nombre croissant de pays. Les accidents industriels ont lieu, et les effets trans-frontières et des moyens d'action internationaux sont de plus en plus importants. Ils ne sont pas seulement importants comme suite aux accidents, mais aussi dans les cas où les émissions et les effluents passent quotidiennement à travers les frontières avec les mouvements naturels de l'air et de l'eau, et dans des expéditions d'aliments. Le transport d'un pays à un autre de déperditions dangereuses pour leur stockage ou destruction devient un problème de plus en plus inquiétant.

La stratégie: La stratégie générale de l'ONU, en accord avec les recommandations de la Conférence Mondiale de l'Industrie sur la Gestion de l'Environnement (1984), est de promouvoir et de fournir une assistance pratique sur des approches par lesquelles la protection de l'environnement deviendra une partie intégrale du développement industriel. On accorde davantage d'attention aux considérations trans-sectorielles, telles les effets socio-économiques d'une industrie (y compris le tourisme), les accidents industriels, le choix de l'emplacement de l'industrie, et le traitement et destruction des déperditions, et leur transport à travers les frontières nationales. Le transfert d'information sur de nouvelles

technologies accentue la prévention de la pollution et la promotion et l'utilisation de technologies propres.

3. L'AGRICULTURE

Le Problème: Malgré de grandes régions de disette, la production agricole devance la croissance démographique. Pourtant, la plupart de cette augmentation de production agricole a été réalisée par l'utilisation de grandes quantités d'engrais chimiques et de pesticides, ainsi que des variétés améliorées de cultures, qui demandent ces produits chimiques en profusion. Les applications abusives et excessives d'engrais peuvent avoir des effets négatifs sur les sols, l'eau, les plantes, les animaux et les êtres humains. Les problèmes causés par l'utilisation incorrecte des pesticides sont plus complexes que ceux associés avec les engrais, et les effets à long terme sur l'homme et sur l'environnement de beaucoup de pesticides souvent utilisés ne sont pas encore bien connus. Beaucoup de pesticides dangereux devront être remplacés par des produits sans risques; et, jusqu'à ce jour-là, ils devront être fabriqués, distribués et utilisés avec autant de précautions que possible. Certains produits chimiques, qualifiés comme dangereux et innécessaires dans des pays industrialisés, sont toujours utilisés par d'autres pays. En effet, dans certains pays, les subventions du gouvernement encouragent l'utilisation excessive des pesticides. Cependant, beaucoup de pays en voie de développement n'ont pas les moyens d'acheter assez de pesticides et d'engrais. Donc, les efforts pour produire des moissons suffisantes demande l'expansion considérable de la terre agricole, ce qui détruit les forêts et d'autres écosystèmes importants. Les pratiques agricoles, telles l'utilisation d'engrais organiques, la culture mixte, des plantes qui fixent l'azote, et les matières organiques recyclées, des variétés de cultures résistantes aux animaux et insectes nuisibles, et un contrôle intégré des animaux et insectes nuisibles, pourraient aider dans les pays en voie de développement affectés, et jouent également un rôle dans les pays industrialisés.

La Stratégie: L'objectif général des Nations Unies est de développer et d'ap-

pliquer des méthodes et des stratégies saines pour l'environnement dans tous les aspects de l'utilisation agricole de la terre, la production de cultures et l'élevage de bétail, et la perte d'aliments après la moisson, afin de maintenir la productivité et de minimiser les effets négatifs des produits agrochimiques.

4. LES ETABLISSEMENTS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT

Le Problème: La croissance rapide et souvent mal contrôlée des villes a signifié qu'un billion de personnes sont mal logés et 100 millions sont sans aucun abri. De grandes parties de zones urbaines sont couvertes de taudis, d'établissements de squatters, et de développements non planifiés et non organisés qui imposent sur leurs habitants des conditions de vie et de travail déplorables. Les villes ne sont pas capables de gérer la quantité énorme de déchets qui sont produits, et ceux-ci polluent l'air et l'eau. La quantité croissante de déchets solides posent également des problèmes graves en ce qui concerne le ramassage, le transport et la destruction. En plus, le nombre d'habitants urbains double tous les 10 à 15 ans. Pourtant, même avec cette croissance de population urbaine, une partie importante de la population mondiale habitera toujours dans des zones rurales en l'an 2000. Il y a de nombreux villages ruraux dispersés, et ils sont difficiles à atteindre par l'infrastructure et les services. Il est encore plus difficile de fournir des services aux peuples nomades. Pendant que les villes grandissent, de plus en plus de gens s'entassent dans des zones où ils sont vulnérables aux catastrophes. En plus, il y a beaucoup de régions où le paysage lui-même a été rendu plus vulnérable aux catastrophes, telles les inondations, à cause du défrichement de la végétation. C'est à cause de cela que le nombre de victimes de catastrophes a augmenté progressivement dans les trois dernières décennies.

La Stratégie: La stratégie de l'ONU suit les principes de la stratégie globale pour l'abri jusqu'à l'an 2000, ainsi que les approches fondamentales de l'abri pour tous établies par La Commission des Nations Unies pour les Etablissements Humains. L'objectif de base est de développer et d'adopter des stratégies mondia-

les, régionales et nationales, qui comprennent les considérations de l'environnement dans la planification et la gestion des établissements humains. La plus grande partie de l'activité relative aux catastrophes accentue la préparation des communautés à leur faire face, et ceci entraîne de telles actions comme le planning de l'utilisation de la terre, et l'application de systèmes de zonage reflétant les dangers des catastrophes.

5. LA PAIX, LA SECURITE, ET L'ENVIRONNEMENT

Le Problème: Le maintien de la paix et de la sécurité fut un objectif principal dans la création de l'ONU. Les activités militaires sont une cause, mais peuvent aussi être un effet, de la destruction de l'environnement. Puisque la dégradation de l'environnement peut être une cause importante de troubles sociaux, d'instabilité politique et de conflits armés, l'effort pour le développement soutenable peut contribuer à la paix et la sécurité mondiales. Aujourd'hui l'accumulation des armements joue un rôle dans l'utilisation abusive et l'épuisement des ressources - par exemple, quand les activités militaires prennent de la terre ou utilisent des capacités scientifiques ou d'ingénierie qui auraient pu servir à des buts plus productifs. En plus, l'activité militaire et leurs restes détruisent ou dégradent di-

rectement les ressources de l'environnement: des produits chimiques de longue durée sont utilisés pour détruire les cultures et les forêts, des bateaux portant des cargaisons polluantes sont coulés dans les conflits armés, etc. Plus récemment, les menaces non militaires pour l'environnement sont devenues tellement aiguës qu'elles mettent en danger l'existence même de la race humaine. Les soucis en ce qui concerne la sécurité de l'environnement demanderont de nouvelles structures de coopération entre les états, et qui vont plus loin que les engagements traditionnels de la souveraineté.

La Stratégie: L'objectif clé des Nations Unies dans ce domaine est de travailler pour la fin ou l'inversement de l'accumulation des armements, et de réduire l'intensité, la fréquence et la probabilité de l'activité militaire, hostile ainsi que non hostile. Il y a deux éléments dans la stratégie: premièrement, l'accumulation et la diffusion d'information sur les relations entre la course aux armements (et les conflits en général) et les tendances de l'environnement et du développement. Le deuxième élément, aidé par le premier, est la promotion de la coopération dans le domaine de l'environnement, comme une mesure de gain de confiance. Ceci entraîne la promotion d'accords appropriés sur l'utilisation des ressources partagées et sur la protection d'environnements en commun tels les mers régionales, les bassins fluviaux, etc.

Vietnam: Pendant l'activité militaire on utilise des produits chimiques de longue durée pour détruire les cultures ou les forêts

Bruno Barbey/Magnum



IV. Les tâches générales

Presque tout le programme à travers le système des Nations Unies pour l'environnement décrit ci-dessus a traité de divers aspects d'évaluation, d'information et d'éducation. Pourtant, le SWMTEP II les traite également comme des domaines différents afin de donner une vue générale de chaque catégorie de travail.

1. SURVEILLANCE ET EVALUATION

Le Problème: L'évaluation précède et fournit la base d'information pour la gestion. Son objet est de chercher de l'information sur l'état de l'environnement, d'analyser et d'interpréter cette information, et de la rapprocher aux facteurs socio-économiques pour qu'elle puisse être transformée en politiques et options de gestion appropriées. Un problème en ce qui concerne les systèmes d'information de l'ONU est leur grand nombre. La FAO dirige 30 systèmes d'information et banques de données différents, parmi lesquels beaucoup qui contiennent de l'information sur l'environnement; l'UNESCO en opère 40. L'harmonisation de ces systèmes est d'une priorité absolue. En ce qui concerne les données de surveillance et d'évaluation, le problème principal est celui de développer des techniques appropriées de surveillance, et d'attirer l'appui nécessaire pour élargir et coordonner les systèmes de recueil de données et les réseaux de surveillance.

La Stratégie: La stratégie en ce qui concerne les systèmes d'information est triple: l'amélioration d'accès aux systèmes de l'ONU; la compatibilité de tous ces systèmes; et l'aide aux pays à développer leur propre système compatible. La coordination des systèmes d'information de l'ONU est facilitée par le Comité de Conseil sur la Coordination des Systèmes d'Information. En ce qui concerne les données de surveillance et sur l'environnement, le système de l'ONU avancera vers une surveillance plus complète de l'environnement à travers les multi-média ou la surveillance intégrée. La technologie satellite et spatiale jouera un rôle de plus en plus important. Plus de programmes internationaux de recher-

che seront nécessaires, et l'ONU devra en faire partie.

2. LA GESTION

Le Problème: La gestion de l'environnement suit l'évaluation de l'environnement. Une partie de cette gestion est spécifique au lieu: lorsqu'il s'agit de changer ou de protéger une région donnée. Mais des mesures plus larges de gestion de l'environnement à l'intérieur des nations concernent le contrôle des activités humaines par des lois et des règlements, et l'influence sur ces mêmes activités par des plans et des politiques publiques. Ceci comprend des récompenses et des sanctions économiques et de l'information. Peu de gouvernements gèrent leur environnement en réalité. La capacité de bien des pays de le faire est compromis par des conditions inégales de commerce et des fardeaux onéreux de dette étrangère. Beaucoup de travail a été réalisé sur l'analyse des coûts et des bénéfices, la comptabilité de l'environnement et les évaluations d'impact sur l'environnement. Il reste encore beaucoup à faire pour tenir meilleur compte des valeurs du long terme, qui ne sont pas de marché, et qui caractérisent l'environnement.

La Stratégie: Le rôle principal du système de l'ONU est de donner son appui et son assistance technique aux gouvernements, ainsi que d'aider à développer les concepts et les outils, et de stimuler la prise de conscience et la compréhension des besoins et des possibilités. L'accent doit passer de la conceptualisation et l'augmentation de conscience, à des améliorations concrètes dans la formulation, la planification et la prise de décisions sur les politiques à suivre. Ceci entraînera la formation et la création d'institutions, surtout dans les pays en voie de développement et à l'intérieur des Nations Unies. Les organisations d'aide, les organisations internationales de finances et les organisations spécialisées feront accélérer l'application des connaissances pour "interner" les considérations de l'environnement dans leurs programmes.



Burkina Faso: Mesurage des courbes de niveau pour construire des lignes en pierres et ainsi prévenir l'érosion du sol

Mark Edwards/Still Pictures

3. L'EDUCATION ET L'INFORMATION

Le Problème: La prise de conscience en ce qui concerne l'environnement est essentielle tant pour l'évaluation comme pour la gestion. SWMTEP II divise la question de la prise de conscience en deux domaines connexes de "l'Education sur l'environnement" et "l'Information Publique". Ce dernier vise le grand public; les groupes spécifiques d'occupation ou sociaux, en particulier les décideurs dans l'industrie et dans les gouvernements, avec une attention particulière aux femmes, qui jouent un rôle important dans l'agriculture dans beaucoup de pays en voie de développement; et les scientifiques et techniciens. "L'Education" signifie un processus d'augmentation de conscience et de sensibilisation, tandis que la formation signifie un processus de transmission des compétences techniques et des connaissances spécialisées aux professionnels de l'avenir ou à ceux qui sont déjà actifs dans leur domaine particulier. Dans le domaine de l'information publique, le problème principal est la forte compétition qui existe pour l'attention des lecteurs, les auditeurs et les

télespectateurs, et les difficultés de coordination des messages et des activités de toutes les différentes organisations de l'ONU qui diffusent de l'information.

La Stratégie: La stratégie de l'ONU dans l'éducation et la formation part du principe que les problèmes de l'environnement demandent des solutions trans-sectorielles et interdisciplinaires. Elle sera mise en vigueur dans le cadre de la Stratégie Mondiale pour l'Education et la Formation sur l'Environnement dans les années 90, développée par le Congrès International sur l'Education et la Formation sur l'Environnement, tenu à Moscou en 1987. Une Décennie Mondiale pour l'Education sur l'Environnement (1990-99) sera déclarée par l'UNESCO et le PNUE. La stratégie sur l'information publique tourne autour d'une collaboration plus grande de toutes les organisations de l'ONU productrices d'information. Les programmes seront clairement rapprochés aux tendances clés de politiques, et la prise de conscience publique des questions principales de l'environnement sera accentuée.

V. Supprimer les écarts

Il y a deux sortes d'écart dans le processus du SWMTEP: la synchronisation et les institutions.

Les premiers écarts concernent le calendrier des programmes de l'ONU et le moment de publication du SWMTEP II. Le système entier de l'ONU a son propre programme à moyen terme; ainsi que les différentes organisations de l'ONU, et puis il y a le calendrier du SWMTEP même. Actuellement, ces calendriers ne sont pas entièrement synchronisés. Ils commencent et finissent à des moments différents. Ainsi, il est difficile d'harmoniser les accords sur des politiques à suivre dans les plans à moyen terme avec les décisions des conseils d'administration et avec les budgets divers. Cette situation est en train de s'améliorer, et continuera certainement à le faire.



La prévention: jeune femme qui fait un "bund" pour la récolte d'eau au Kenya Jeremy Hartley/Oxfam

L'autre écart de synchronisation vient du fait que le développement du SWMTEP II commença bien avant la publication du Rapport Brundtland et le rapport sur la Perspective pour l'Environnement du PNUE. Le SWMTEP II essaie de refléter le fait principal que les problèmes de l'environnement sont liés au développement et aux politiques et pratiques économiques, qu'il faut des politiques anticipées et préventives, et qu'il faut accentuer l'importance "d'aller aux causes profondes" de la dégradation de l'environnement. Les

rédacteurs du SWMTEP II notent que si ces approches ne sont pas encore décrites dans tous leurs détails dans le document, c'est à cause de sa préparation avancée. "Des pas supplémentaires dans la direction montrée par la Perspective et par le rapport de la Commission seront pris par la suite."

Le SWMTEP II maintient que l'exercice du SWMTEP doit donner une structure générale et compréhensive, et non pas une prescription rigide pour l'action. Il doit donc être capable de répondre à des changements ultérieurs dans les perceptions, les activités et les budgets, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'ONU. Il faut une révision du SWMTEP II dans les débuts du période d'opération: 1990-95. Peut-être pourrait-on considérer une révision du SWMTEP lors de la réunion du Conseil Directeur du PNUE en 1991.

Les autres écarts concernent les activités institutionnelles et les perceptions de ces institutions, de l'intérieur et de l'extérieur. Par exemple, la Commission Brundtland consacra un tiers de la section sur les "Problèmes Communs" sur le rôle de l'économie internationale dans la dégradation de l'environnement du globe. Le système de l'ONU a beaucoup d'organisations qui sont concernées, dans des façons différentes, par le fonctionnement de l'économie mondiale. Pourtant, il paraît que ces organisations sont mal représentées dans le SWMTEP, et le but du développement soutenable ne semble pas suffisamment accentué dans le travail de ces organisations.

L'autre besoin important pour de nouvelles priorités concerne les relations entre la paix, la sécurité, l'environnement et le développement. Un effort important du système de l'ONU, y compris le Conseil de Sécurité et tous les comités permanents et ad hoc, se consacre à la paix et à la sécurité. Pourtant, les organes de l'ONU spécialisés dans ces matières ont été lents à reconnaître comment la dégradation de l'environnement joue un rôle dans l'augmentation de tension menant aux troubles sociaux, l'instabilité politique et le conflit armé. Ils ont été lents à élargir la définition de "sécurité" pour que ce mot comprenne certaines des menaces actuelles de l'environnement pour la sécurité, qui sont aussi réelles que les menaces armées: l'échauffement global, la réduction d'ozone, la désertification,

etc. On accorde trop d'attention aux façons évidentes dont la guerre et les activités militaires nuisent à l'environnement. Un rapport, établi par une réunion ad hoc d'un groupe d'experts sur le concept élargi de la sécurité internationale, convoquée par le PNUE à Nairobi au début de 1988, commenta ainsi sur le document du SWMTWP II:

"De ses deux approches principales - les effets de l'activité militaire sur l'environnement et les approches environnementales pour alléger les problèmes militaires de sécurité - nous trouvons que il aurait fallu un accent relativement moins fort sur le premier, et plus fort sur le dernier."

Le groupe continua par la recommandation que dans toutes les activités du PNUE sur la paix, la sécurité et l'environnement: "le but final doit être celui d'atteindre la sécurité internationale de l'environnement en tant qu'élément d'un système complet de sécurité".

Le dernier écart, et le plus grave, qui doit être supprimé est celui qui existe entre le "programme", tel qu'il est décrit dans le SWMTEP II, et les réalités actuelles du système de l'ONU. Lorsqu'on lit les documents du SWMTEP, soit ceux de 1984-1989 ou ceux de 1990-1995, on a l'impression que tous les organes de l'ONU participent activement dans le développement soutenable et la gestion de l'environnement, que ceux-ci sont de grandes priorités, et que le SWMTEP informe leurs actions et coordine les actions de tout le système de l'ONU.

Ce n'est pas encore le cas.

Il est intéressant de comparer le SWMTEP II avec le manuel officiel de l'ONU, *Les Réalités sur les Nations Unies*, ed. 1987, publié par le Département de l'ONU pour l'information publique. Sous la section "Protection de l'Environnement", qui explique comment le système de l'ONU traite de l'environnement, et le rôle du PNUE, il n'y a aucune mention du SWMTEP. En effet, dans le livre tout entier il n'a aucune mention du SWMTEP. Pourtant, cette édition fut publiée cinq ans après le premier document du SWMTEP.

Les organisations avec des rôles clés dans le SWMTEP - le FAO, la Banque Mond-

iale, le PNUD, l'OIT, l'AIEA - ne mentionnent ni une seule fois le mot "environnement" dans la description de leurs activités et domaines. (Ce n'est pas un oubli de la part des auteurs du manuel, car le livre est écrit avec la pleine collaboration des diverses organisations de l'ONU, et il est mis à jour régulièrement.)

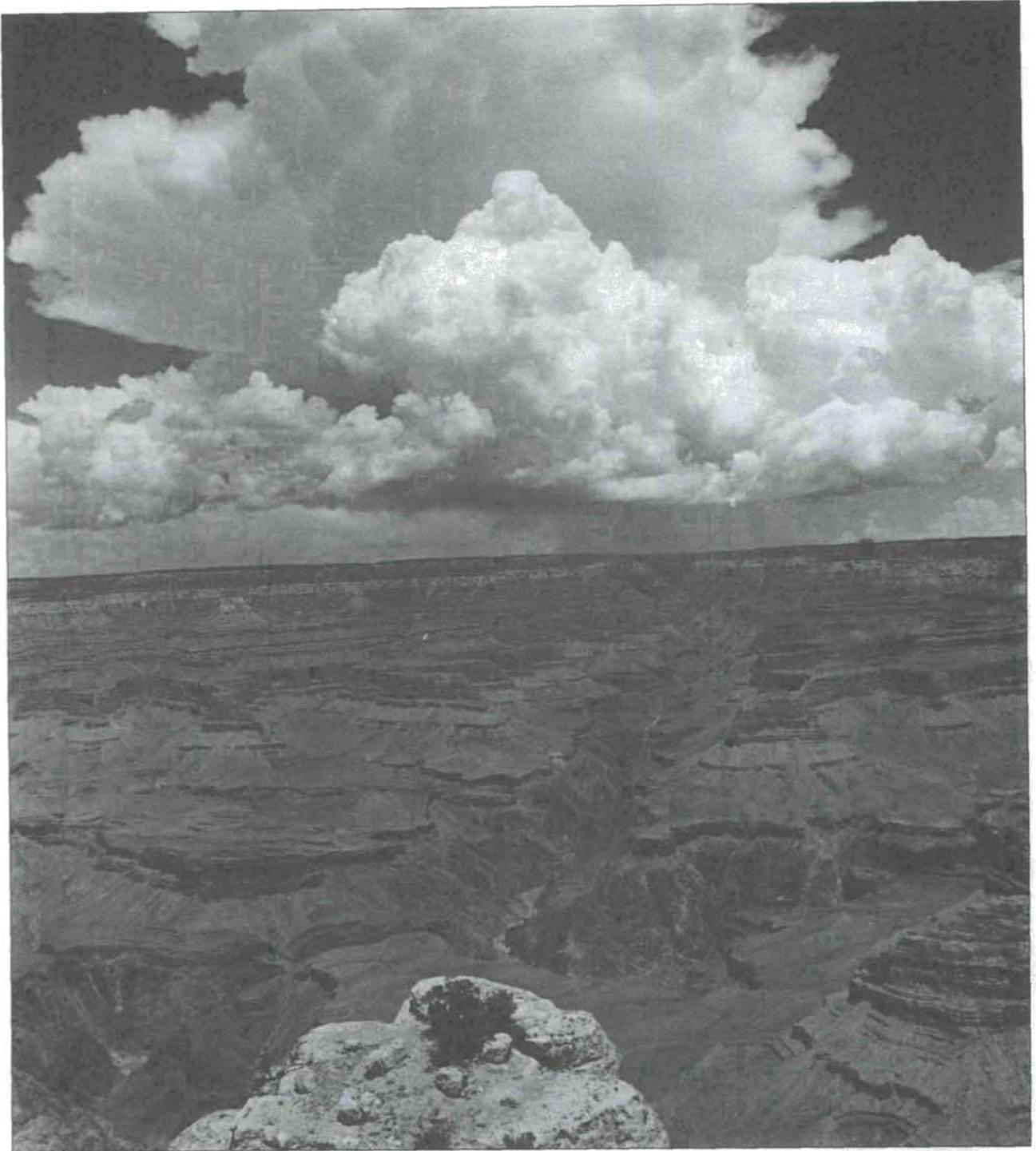
Cela ne veut pas dire que ces organisations ne participent pas dans des activités concernant les ressources de l'environnement. Mais il paraît que il reste encore beaucoup à faire avant que le développement soutenable devienne un principe central de toutes les organisations de l'ONU, et avant que le SWMTEP devienne une force importante dans le système de l'ONU. Cela n'arrivera que quand et si les gouvernement le désirent.

Le SWMTEP II conclue avec le même point, en notant:

"Mais il [le SWMTEP] ne sera effectivement mis en vigueur que quand les Gouvernements donneront leur appui collectif au programme pour l'environnement, par la prise de décisions appropriées dans les conseils d'administration du système de l'ONU, qui activent et élargissent les réseaux mondiaux et régionaux de surveillance et d'information, et qui accordent les fonds nécessaires pour les programmes acceptés d'assistance technique et d'action collaboratrice."

Finalement, c'est une leçon positive qui émerge de la lecture du SWMTEP II. Le système de l'ONU possède déjà les institutions et les infrastructures pour faire face à presque tout problème possible mondial. De nouvelles institutions pour atteindre le développement soutenable et la sécurité écologique ne sont pas nécessaires. Ce qui est nécessaire est la volonté de tous les gouvernements de faire du développement soutenable un but du système entier de l'ONU, et puis de fournir les ressources, la coopération et la vision de faire le travail.

La réponse reste, pour utiliser les premières paroles de la Charte des Nations Unies, chez: "Nous, les peuples des Nations Unies..."



Le Grand Canyon, Etats-Unis

Mark Edwards/Still Pictures



Écrit par Lloyd Timberlake, traduit de l'anglais
par Caroline Tracey, et publié par l'Institut
International pour l'Environnement et le
Développement (IIED), en coopération avec
le Programme des Nations Unies pour
l'Environnement (PNUE)

United Nations Environment Programme
P.O. Box 30552
Nairobi
Kenya

International Institute for Environment and Development
3 Endsleigh Street
London WC1H 0DD
United Kingdom

IIED
INTERNATIONAL
INSTITUTE FOR
ENVIRONMENT AND
DEVELOPMENT